

Après le texte du député Bernard Cazeneuve, nous publions cette semaine l'analyse de Camille Grand, directeur de la Fondation pour la Recherche stratégique, à propos de la relation franco-britannique.

Paris-Londres : la nouvelle entente cordiale ?

La relance de la coopération franco-britannique en matière de défense est donc à l'ordre du jour. Soigneusement préparée dans les chancelleries et les états-majors, elle est une priorité pour «Number 10» et l'Élysée, qui pilotent la manœuvre et souhaitent faire du prochain sommet franco-britannique un vrai succès pour le couple Sarkozy-Cameron.

Toutes les conditions semblent en effet réunies pour une relance de l'entente cordiale. Paris et Londres partagent des caractéristiques uniques qui les condamnent au rapprochement ou à une rivalité stérile. Puissances nucléaires disposant des capacités et de la volonté de mener des interventions extérieures exigeantes, la France et le Royaume-Uni sont deux acteurs militaires ayant une vision et des ambitions globales. Parmi les Alliés européens, il est admis qu'au sein de l'Union européenne et de l'Otan, l'accord de Paris et de Londres est une condition nécessaire à tout progrès. Enfin, depuis le sommet de Saint-Malo en 1998, l'approfondissement de la relation franco-britannique est une réalité qui a survécu aux aléas des relations personnelles, parfois exécrables, comme entre Tony Blair et Jacques Chirac, pendant l'affaire iraquienne et permis tout à la fois les progrès de l'Europe de la défense et une proximité nouvelle entre les deux pays.

A ces invariants, bien identifiés depuis une quinzaine d'années, s'ajoute un contexte a priori favorable. La «relation spéciale» avec les États-Unis est sortie affaiblie de l'affaire iraquienne et rares sont ceux à Londres qui croient encore qu'elle puisse être l'alpha et l'omega du positionnement du Royaume-Uni sur la scène stratégique.

A Paris, la pleine participation à l'Otan et le positionnement assumé de Nicolas Sarkozy en faveur d'une coopération plus étroite avec le Royaume-Uni et les États-Unis facilitent les choses pour Londres qui n'y voit plus un complot français pour déstabiliser la relation transatlantique. Les deux pays partagent d'ailleurs une vision largement commune des priorités à l'Otan. La contrainte bud-

gétaire, peut-être moins sévère à Paris qu'à Londres mais tout aussi réelle, joue le même rôle incitateur et la volonté d'amarrer le nouveau gouvernement britannique à l'Europe, à travers un agenda bilatéral ambitieux, fait sens au plan politique et diplomatique.

Enfin, les deux pays concentrent l'essentiel de l'effort de défense européen (50 % des dépenses militaires, les deux tiers de l'effort de R&T, plus de la moitié des forces déployées toutes opérations confondues) et la plus large part de l'industrie européenne de défense. Le tissu industriel est d'ailleurs plus intégré qu'on ne le juge souvent. Au-delà du brillant succès de MBDA, Thales est devenu un groupe assez largement franco-britannique par son carnet de commandes et ses implantations, et même EADS est très présent sur le marché britannique. Seul le tropisme américain de BAe contraste dans ce paysage.

Dès lors, les deux ministères et les armées de part et d'autre de la Manche planchent sur les coopérations qui pourraient donner un contenu tangible à cette vision politique. Les champs de coopération potentielle sont nombreux et difficiles. Le dossier des porte-avions est victime d'une forte charge symbolique, mais il existe un consensus émergent sur la recherche des voies et moyens d'une coopération renforcée dans ce domaine, afin de viser une réelle interopérabilité aéronavale. Les objections géostratégiques entendues à Londres (quid des Îles Falkland ?) ne résistent guère à l'analyse, même si les obstacles technico-opérationnels ne doivent pas être sous-estimés. D'autres chantiers de mutualisation de capacités ou de ressources concernant les trois armées sont ouverts, mais restent encore contraints par les résultats de la SDSR et les inerties bureaucratiques.

Au-delà des annonces espérées du prochain sommet franco-britannique, il semble indispensable de replacer ces objectifs dans une vision plus large d'un rapprochement franco-britannique ou anglo-french réussi. Certaines conditions semblent indis-

pensables pour que les ambitions politiques élevées du Sommet puissent se traduire dans la durée. Plusieurs conditions sont nécessaires à cet égard :

1. Le projet franco-britannique doit avoir un débouché européen, il est indispensable d'associer tôt d'autres Européens, en commençant par Berlin, à cette ambition renouvelée. De même et bien que cela soit encore un objectif difficile à admettre dans certains cercles à Londres, les avancées franco-britanniques devront, le moment venu, contribuer au renforcement de la Politique commune de sécurité et de défense. Plus généralement, le rapprochement franco-britannique doit servir de modèle à tous ceux qui en Europe peuvent faire un effort capacitaire, s'il passe par une mutualisation intelligente des maigres ressources disponibles.

2. La coopération bilatérale doit trouver un débouché politique dans les enceintes où Français et Britanniques siègent côte à côte.

3. L'appropriation par les forces des projets de mutualisation est essentielle. La combinaison de la volonté politique exprimée au plus haut niveau et de la motivation financière sont de bons aiguillons mais ne suffisent pas toujours à faire vivre les projets dans la durée.

4. L'engagement des industriels est tout aussi important et il convient de laisser aux industriels le soin de porter des projets ambitieux, sans que des réflexes nationalistes de part et d'autre de la Manche, à travers des exigences politiques de juste retour ou de défense des champions nationaux, ne viennent enrayer des dynamiques industrielles prometteuses comme cela a trop souvent été le cas dans le passé.

En fine, Paris et Londres n'ont guère d'autre choix que de trouver un terrain d'entente si les deux pays veulent demeurer des leaders en matière de défense. Les difficultés sont immenses, mais l'inertie et le repli sur soi reviendraient à assumer un déclin programmé de nos ambitions.

Camille Grand